



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

AG2/06/ISF
Last update 10/01/2007

ISF (Identification et fiche d'information sur les services)

Le Conseil des Architectes d'Europe (CAE) a observé qu'une demande croissante apparaissait au sein de la profession pour bénéficier d'un moyen véritable pour démontrer qu'une personne qui se dit architecte est entièrement et adéquatement qualifiée et qu'elle a le droit légal d'utiliser le titre et d'exercer la profession. Cette tendance a été renforcée avec le rôle de plus en plus grand donné aux associations de consommateurs et par l'introduction du mandat requis pour la coopération administrative entre les autorités compétentes et les autres autorités d'un Etat Membre de l'Union européenne.

Le CAE a dès lors décidé qu'il serait judicieux pour la profession de se mettre d'accord sur un format par lequel les différents types d'informations, qui sont exigées pour un architecte individuel, sont enregistrées. Le tableau qui suit est le résultat de délibérations au sein du CAE sur ces sujets et le format proposé apparaît comme suffisamment flexible pour s'adapter aux différentes pratiques nationales tout en rencontrant les différents niveaux d'obligations légales qui sont imposées dans la nouvelle et la future législation.

De plus, le CAE a appris que la Commission européenne a développé un outil sécurisé en ligne connu sous le nom de « Internal Market Information (IMI) System » qui sera offert aux autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne afin qu'ils disposent d'un moyen sécurisé et rationnel par lequel ils pourront demander et transférer des informations sans avoir à se soucier des barrières de la langue. Le CAE a reçu l'assurance que toute approche similaire qu'il pourrait concevoir pour la profession d'architecte serait étudiée en vue d'être incluse en tant qu'addendum ou annexe au système IMI.

Il est important de noter que l'utilisation du format repris dans ce document n'est pas obligatoire pour les Organisations membres du CAE (bien que l'on espère que toutes les Organisations membres l'adopteront) et que seulement les sections pertinentes pour chaque cas individuel doivent être remplies. Enfin, il faut également noter que, lorsque de nouvelles demandes d'informations sur les qualifications ou autres caractéristiques du prestataire de services sont requises, le tableau peut être modifié ou étendu.

A. Informations personnelles		
1. Sexe		Mâle
2. Titre (M., Mme., Melle, Dr., etc...)		Mr.
3. Nom		Schmutz
4. Prénom		Pierre Henri
5. Date de naissance		1957
6. Lieu de naissance		La Chaux-de-Fonds
7. Adresse	Privée	4, rue du Bassin Case postale 3009 CH - 2001 Neuchâtel
8. Adresse	Bureau	archipha.S 4, rue du Bassin Case postale 3009 CH - 2001 Neuchâtel
9. Adresse	Autre	
10. Pays		Switzerland
11. Téléphone	1.	+41 (0)32 729 82 82
12. Téléphone	2.	+41 (0)79 333 02 85
13. Téléphone	3.	
14. Fax	Bureau	+41 (0)32 729 82 83

15. Fax	Privé	
16. e-mail		schmutz-archi@vtx.ch
17. Nationalité		CH
18. Qualification		Architecte dipl. EPFZ
19. Membre de (nom de l'Organisation professionnelle)		SIA
20. Autre adhésion		FSAI
B. Informations d'enregistrement		G
1. Pays		Switzerland
2. Nom de l'Organisme d'enregistrement		REG
3. Classification		A
4. Titre professionnel		Architecte
5. Diplôme		dipl. ETHZ
6. Numéro d'enregistrement		N° 1 / 14170 – 824 54 157 211
7. Durée d'expérience pratique requise	G	3 years
8. Date d'enregistrement		1984
9. Organisation(s) internationale(s) dont l'Organisme d'enregistrement fait partie		ACE (represented by CSA) FEANI (CH sct)
10. Adresse de l'Organisme d'enregistrement		Weinbergstrasse 47 CH - 8006 Zurich
11. Téléphone		+41 (0)44 252 32 22
12. Fax		+41 (0)44 252 32 77
13. email		info@schweiz-reg.ch
14. Adresse internet		www.schweiz-reg.ch
B.1. Autorisation d'exercer (Licence)		
Description	L*	Registre cantonal (NE*) N° 1.307
B.2. Qualification(s) complémentaire(s)		
Description (ex. Autorisation d'Etat)		Signature autorisée pour les dossiers de demande de permis de construire
B.3. Responsabilité civile		G
1. Firme, Numéro de la Police		FSAI - Elvia N° U20.2.304.941
Dommages corporels (causés aux tiers)		Frs. 5,000,000.00
2. Dommages chantiers		Frs. 500,000.00
3. Avenant pour couvrir les pertes financières		Frs. 500,000.00
C. Education & Formation		
1. Ecole d'architecture		ETH Zürich (CH)
2. Qualification		Architektur Diplom ETH
3. Date		1981
4. Durée de la formation à plein temps (total)	G	5.5 years
5. Durée de stage d'expérience pratique		1 year
6. Pays		Switzerland
7. UE: En conformité avec la Directive 2005/36		Bilateral agreement EU-CH/85/384 CEE
C.1. Post-formation / Autres études		
1. Ecole, université ou Institut		
2. Description		
C.2. Doctorat		
1. Ecole, université ou Institut		
2. Description		
D. Particularités Nationales		

E. Particularités Personnelles		
F. Directive Qualifications - Article 9		
Préambule CAE (A compléter)		
Lorsque et quand les exigences de la procédure agréée au sein des Etats membres qui exigent de mettre en œuvre cet Article de la Directive Qualifications auront été clarifiés, cette section sera étendue afin d'inclure chacun des éléments requis.		
G. Directive Qualifications Article 50		
Préambule CAE (A compléter)		
Lorsque et quand les exigences de la procédure agréée au sein des Etats membres qui exigent de mettre en œuvre cet Article de la Directive Qualifications auront été clarifiés, cette section sera étendue afin d'inclure chacun des éléments requis.		
En attendant, nous savons déjà que les éléments suivants peuvent être réclamés :		
1. Preuve de la nationalité		
C'est au candidat de fournir cette preuve et non aux autorités compétentes.		
2. Compétence Professionnelle		
Preuve des qualifications formelles ou attestations des compétences professionnelles, et une attestation de l'expérience professionnelle si applicable.		
3. Nature et durée de l'activité		
(l'Article 16 sur la reconnaissance de l'expérience professionnelle ne s'applique pas aux professions sectorielles).		
4. Preuve (ou déclaration) d'honorabilité		
Preuve que l'architecte n'a pas été déclaré en faillite ou que la poursuite de la profession n'a pas été suspendue		
5. Documentation sur la santé		
Documentation sur la santé mentale et physique de l'architecte		
6. Preuve de la situation financière de l'architecte		
Preuve (via une attestation des banques et établissements d'assurance dans tous les Etats membres) de la situation financière de l'architecte		

et/ou des assurance contre les responsabilités professionnelles.	
7. Un certificat de qualifications	
Un certificat, en plus des preuves de qualifications formelles, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre dont est issu l'architecte, déclarant que la preuve de qualification formelle est bien celle couverte par la Directive	

Légende:

Obliged by law / Légalement imposé / Gesetzlich vorgeschrieben

L

Obligatory by the code of ethics / Imposé par la déontologie / Berufspflicht

O

Generally undertaken / Généralement pratiqué / Üblich ausgeübt

G

Fin du document